

(1)

(N° 420)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1924.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et antérieurs (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES,
DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. DAVID.

MESSIEURS,

Le projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires a été déposé le 16 juillet. Votre Commission estime trop court le délai lui restant pour l'étudier avant la fin de la session et regrette de n'y pouvoir consacrer plus de temps. Le projet peut se diviser en deux parties. L'une concerne des exercices passés, l'autre, l'exercice en cours.

Cette distinction, que fait l'Exposé des motifs, est intéressante au point de vue budgétaire.

Nous nous y conformerons dans les explications qui vont suivre.

En ce qui concerne les exercices 1923 et les exercices antérieurs, cet Exposé des motifs examine successivement les dépenses ordinaires, extraordinaires et recouvrables.

Une série d'articles appartenant au premier et au troisième de ces chapitres, se rapportent aux cessions britanniques faites entre l'armistice et le 30 juin 1919.

Votre Commission désirent connaître le détail des opérations faites pendant

(1) Projet de loi, n° 388.

(2) Composition de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. LEMONNIER, président, HALLET, HOUTART, vice-présidents, CARLIER, DAVID, secrétaires, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

cette période avec l'Angleterre, une question a été posée au Ministère des Finances, lequel a répondu dans les termes suivants :

Note au sujet du remboursement de la dette contractée par la Belgique envers l'Angleterre entre les 11 novembre 1918 et 30 juin 1919.

L'Angleterre a consenti à la Belgique pendant cette période les avances ci-après :

1° Avances en numéraire à la « Commission for Relief in Belgium »	£ 1,276,956. 2. 7
2° Avances en numéraire au Gouvernement belge	4,768,515. 13. 12
3° Cessions et prestations à la C. R. B.	4,434,619. 15. 4
4° <i>Id.</i> au Gouvernement belge (1)	1,387,348. 16. 7
5° Remise en état des ports d'Ostende, de Zeebrugge et de la côte belge	1,358,262. 14. 11
6° Intérêts dus sur ces avances	870,978. 0. 0
ENSEMBLE.	<u>8,096,680. 12. 7</u>

Cette somme a été remboursée comme suit :

1° Au moyen de la remise à l'Angleterre, le 20 novembre 1918, d'une somme de	1,290,229. 2. 8
versée au compte du Trésor belge à la Banque d'Angleterre avant l'Armistice et par conséquent portée au compte de l'Allemagne.	
2° Par prélèvement sur le crédit anglais de Reconstruction de £ 9,000,000 (paiement d'une partie des travaux effectués à la côte)	650,000. 0. 0
3° Par réduction accordée par l'Angleterre sur le prix des cessions	333,576. 5. 2
4° Par versement en janvier-février de £ 5,822,875. 4. 9	
prélevée sur le montant des versements effectués par l'Allemagne en compte « Réparations ».	
ENSEMBLE.	<u>£ 8,096,680. 12. 7</u>

Le cours moyen de la £, pratiqué à l'époque du dernier versement, était de fr. 52.50 (janvier-février 1922. — Les versements ont été faits partie en livres sterling et partie en dollars).

(1) Montant des avances en numéraire et des cessions (en dehors des travaux effectués à la côte).	£ 8,867,439. 17. 8
Paiement antérieur	£ 1,290,229. 2. 8
Réduction	333,576. 5. 2
ENSEMBLE.	<u>1,623,805. 7. 10</u>
Restait à régler pour avance en numéraires et cessions.	£ 4,243,634. 9. 10

Régularisation budgétaire.

Les avances à la « Commission for Relief in Belgium » sont comprises pour un montant de fr. 142,357,734.53 (contre-valeur à 52.50 de £ 2,711,575.17.11) dans le crédit de fr. 625,118,640.93 sollicité par le Département de l'Industrie.

Les cessions consenties au Gouvernement belge ont été utilisées, en ordre principal, par le Département de la Défense Nationale qui a demandé un crédit pour la régularisation de ses dépenses. Toutefois, d'autres Départements, tels les Chemins de fer, les Colonies, les Travaux publics, etc., interviennent dans le montant de £ 1,387,348.6.7.

Les dépenses de remise en état des ports d'Ostende et de Zeebrugge ainsi que de la côte, seront régularisées par le Département de l'Agriculture et des Travaux publics qui a sollicité à cet effet un crédit de 72,121,300 francs.

Enfin, le montant des intérêts payés pour les avances, sera remboursé au Trésor par la Dette publique. Un crédit de 45,726,345 francs a été demandé pour l'imputation budgétaire de cette dépense.

Quant aux avances en numéraire, elles ont été employées en 1919 pour nos paiements à l'étranger. L'imputation budgétaire des dépenses a été effectuée par les Départements qui ont utilisé les devises.

* *

Il résulte des renseignements fournis par le Département des Finances que toutes les opérations en question sont déjà liquidées.

Cependant, l'Exposé des motifs fait allusion à des dépenses de guerre qui continueraient à se manifester pendant quelque temps encore dans les Budgets.

* *

Les crédits sollicités pour les exercices 1923 et ceux qui précédent se chiffrent par fr. 258,826,313.39.

De ce total, fr. 137,791,039.64 incombent à la Défense Nationale.

Cette somme devrait être majorée, semble-t-il, des 47 1/2 millions sollicités par le Département des Finances, intérêts dus au Gouvernement anglais ainsi qu'il est dit dans la note dont vous venez d'avoir connaissance.

Cela porterait à fr. 185,307,639.64 les crédits nécessités par la Défense Nationale.

Ainsi que l'Exposé des motifs le signale, des annulations pour plus de cent millions ont été faites d'autre part sur le même Budget,

* *

Nous ne signalons que pour mémoire les 30 millions pour la Société Nationale des Habitations à bon marché et les 24 millions des Régies, les explications voulues ayant été données par l'Exposé des motifs.

* *

L'administration insiste sur le fait que la plus grosse partie de ces sommes est déjà dépassée.

Elle semble trouver dans ce fait une espèce de circonstance atténuante. Son langage revient à ceci :

Le Budget m'avait donné autorisation de dépenser X francs.

Il se trouve que c'est trop peu. Je viens donc demander autorisation de dépenser plus.

Mais rassurez-vous. Je n'ai pas attendu votre permission pour le faire. Sans doute, au point de vue trésorerie, nous sommes tranquilles, nous savons que l'État a trouvé l'argent. Mais au point de vue budgétaire, c'est autre chose.

Aussi, pensons-nous qu'il y a lieu de louer le Premier Ministre de l'initiative qu'il prend en soumettant au Parlement, dès à présent, les crédits supplémentaires pour 1924. C'est la première fois, pensons-nous, que ces crédits sont sollicités avant d'être dépensés.

Et il nous semble que l'on aurait tort de les disjoindre, comme cela avait été proposé mardi, pour en remettre la discussion à plus tard.

Il faut, au contraire, répondre à l'initiative du Ministre des Finances en statuant aussitôt que possible, et assurer ainsi la régularité des opérations budgétaires.

* *

Les crédits sollicités pour 1924 se montent à 401,916,899 francs.

De ces 400 millions, 2,794,125 francs se rapportent aux dépenses ordinaires, 300,140 francs aux dépenses extraordinaires.

Tout le reste, c'est-à-dire la presque totalité des crédits sollicités, se rapporte :

a) aux régies, pour 337,622,630 francs;

et b) à l'emprunt de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants.

* *

Le Gouvernement prévoit 61 millions comme charge de l'emprunt de 2 milliards de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants.

Cela représente l'intérêt de ces 2 milliards pendant six mois. En fait, cette somme est beaucoup trop considérable, car les 2 milliards ne sont pas émis et ne le seront même pas pour la fin de l'année.

D'après les renseignements qui nous ont été fournis, on escompte, d'ici au 31 décembre 1924, le placement de 4 à 500 millions seulement.

* *

Quant aux sommes afférentes aux régies, il importe de distinguer celles qui sont classées dans la catégorie des dépenses recouvrables et qui représentent le paiement de matériel acquis en Amérique après l'armistice pour remplacer celui que les Allemands ont emporté.

Le contrat conclu en 1919 prévoyait un règlement définitif le 31 décembre 1924 et c'est ce compte qu'il s'agit d'apurer.

Le reste, soit 210,622,630 francs, représente le supplément de dépenses ordinaires et extraordinaires prévu par le Ministère des Chemins de fer pour l'exercice en cours.

Régie des chemins de fer.

Pour l'entretien, la réparation et le renouvellement du matériel fixe et roulant, l'augmentation des prix nécessitera un décaissement évalué à près de 48 millions, à près de 77 millions pour les combustibles, etc., et à 5 millions pour l'exploitation, soit 130 millions.

Cette somme, ajoutée aux 1,464 millions prévus au Budget, donne un total de 1,594 millions.

Faudra-t-il, en outre, prévoir de nouvelles indemnités de vie chère et des majorations de salaires ?

Le rapport présenté au Sénat par M. Hieguet estime à 48 millions les dépenses qui résulteront de la première de ces deux causes, et annonce aussi une augmentation des salaires et traitements qu'il s'abstient d'évaluer.

En ce qui concerne les indemnités de vie chère, il est à remarquer qu'une série d'articles de Budgets (voir notamment articles 42, 62, 88, 111, 112) prévoient des crédits non limitatifs à cet effet.

Au point de vue budgétaire, il n'y a donc pas lieu de prévoir de nouveaux crédits.

Dans l'ensemble, l'Administration estime à une cinquantaine de millions l'augmentation des dépenses qui en résultera pour le Trésor, mais elle pourra y faire face par des ressources propres.

Les recettes du chemin de fer, en effet, sont en progression constante.

Le premier trimestre de 1924 a donné une majoration de 63 millions sur celui de 1923.

Le deuxième a donné une majoration de 156 millions sur le trimestre correspondant de 1923.

Il y a donc, au total, à fin juin 1924, 219 millions de recettes en plus qu'au 30 juin 1923, et l'Administration espère que la même progression se maintiendra pendant le reste de l'année.

A ce propos signalons que deux augmentations successives avaient été appliquées aux transports par fer, le 1^{er} janvier et le 1^{er} avril 1924.

Voyageurs. — Le 1^{er} janvier 1924 :

1 ^{re} classe	21 %
2 ^e classe	25 %
3 ^e classe	17 %

Nouvelle augmentation, le 1^{er} avril 1924 :

1 ^{re} classe	25 %
2 ^e classe	25 %
3 ^e classe	25 %

Marchandises. — Le 1^{er} janvier 1924 :

Majoration de 10 %, sauf en ce qui concerne les tarifs spéciaux d'importation et d'exportation.

Le 15 avril 1924 ont pris cours une série de majorations de 25 %, sauf pour quelques tarifs spéciaux, pour lesquels la majoration n'atteint que 20 % ou même 15 %.

On peut donc escompter 1,600 à 1,700 millions de recettes pour l'exercice 1924, ce qui permettrait de faire face aux augmentations de dépenses qui se traduisent par la demande de crédits supplémentaires sur lesquels la Chambre aura à statuer.

Quant aux dépenses extraordinaires, pour lesquelles 66 millions sont demandés, elles sont déjà en grande partie engagées, en vertu de décisions du Conseil des Ministres. Il s'agit, en effet, de travaux d'une extrême urgence dont il y aurait eu péril à retarder l'exécution.

Parmi ces travaux, nous citerons ceux de la gare de Wilmarndonk et l'agrandissement d'Austruweel, ceux de la station de Ronet et de celle de Stockem, ainsi que le relèvement de la ligne d'Anvers à la frontière hollandaise. C'est le premier poste du Budget pour lequel 43 millions sont prévus.

A l'article 6, 20,600,000 francs sont prévus pour l'outillage de diverses gares, notamment de celle de Schaerbeek, où d'importantes installations pour le mélange des charbons sont en voie d'exécution.

Au cours de sa dernière séance, la Commission a appris le décès de M. François. Elle tient à exprimer ici le regret que lui cause la disparition de cet homme de valeur.

Le Rapporteur,
DAVID.

Le Président,
LEMONNIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1924.

Ontwerp van wet, waarbij regularisaties veroorloofd en bijcredieten voor uitgaven betrekking hebbende op de dienstjaren 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 en vroegere verleend worden (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DAVID.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp waarbij machtiging wordt gegeven tot regularisaties en tot het verlenen van bijkomende credieten werd ingediend op 16 Juli. Uwe Commissie oordeelt dat haar te weinig tijd overblijft om het te onderzoeken voor het einde van het zittingsjaar en betreurt daaraan niet meer tijd te kunnen besteden. Het ontwerp kan in twee deelen verdeeld worden. Het eene betreft de verlopen dienstjaren, het andere het loopende dienstjaar.

Dit onderscheid, door de Memorie van Toelichting gemaakt, is van belang onder opzicht van de Begrooting.

Wij zullen ons houden aan de verklaringen die volgen.

Wat betreft het dienstjaar 1923 en de vorige dienstjaren, onderzoekt de Toelichting achtereenvolgens de gewone, buitengewone en verhaalbare uitgaven.

Eene reeks artikelen die behooren tot het eerste en het derde van deze hoofdstukken, hebben betrekking op hetgeen door Engeland werd afgestaan tusschen den wapenstilstand en 30 Juni 1919.

Daar uwe Commissie omstandig de verrichtingen wil kennen, gedurende dit

(1) Wetsontwerp, nr 388.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren LEMONNIER, voorzitter, HALLET, HOUTART, ondervoorzitters, CARLIER, DAVID, secretarissen, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (AUG.), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

tijdperk met Engeland gedaan, werd eene vraag gesteld aan den Minister van Financiën, die daarop als volgt antwoordde:

**Nota betreffende de terugbetaling der schuld door België jegens Engeland
aangegaan tusschen 11 November 1918 en 30 Juni 1919.**

Engeland heeft gedurende dezen termijn de volgende voorschotten aan België toegestaan :

1 ^o Voorschotten in munt aan de « Commission for Relief in Belgium »	£ 1,276,956. 2. 7
2 ^o Voorschotten in munt aan de Belgische Regeering.	1,768,515.13.12
3 ^o Afstanddoening en praestaties aan de C. R. B.	1,434,619.15. 4
4 ^o <i>Id.</i> aan de Belgische Regeering. ⁽¹⁾	1,387,348. 6. 7
5 ^o Herstel der havens van Oostende, Zeebrugge en der Belgische kust	1,358,262.14.11
6 ^o Interesten wegens deze voorschotten.	870,978. 0. 0
TE ZAMEN.	<u>8,096,680.12. 7</u>

Deze som werd terugbetaald als volgt :

1 ^o Den 20 ⁿ November 1918 werd aan Engeland overgemaakt	1,290,229. 2. 8
som voor rekening der Belgische Schatkist op de Engelse Bank gestort vóór den Wapenstilstand en dienvolgens aan Duitschland in rekening gebracht.	
2 ^o Op het Engelsch crediet voor wederopbouw (£ 9,000,000) werd genomen tot het betalen van een gedeelte der werken aan de kust de som van	650,000. 0. 0
3 ^o Vermindering door Engeland op den prijs der afstanddoening	333,576. 5. 2
4 ^o Storting in Januari-Februari	£ 5,822,875. 4. 9
op het bedrag der sommen door Duitschland voor de Herstelrekening betaald.	
TE ZAMEN.	<u>£ 8,096,680.12. 7</u>

De gemiddelde prijs van het pond, bij de laatste storting (Januari-Februari 1922) was fr. 52.50. — De sommen werden gestort gedeeltelijk in ponden sterling, gedeeltelijk in dollars.

(1) Bedrag der voorschotten in munt en der afstanddoening (buiten de werken aan de kust)	£ 5,867,439 17. 8
Vroegere betaling	£ 1,290,229.2.8
Vermindering	333,576.5.2
TE ZAMEN.	<u>1,623,805. 7.10</u>
Blijft te betalen voor voorschotten in munt en afstanddoening.	£ 4,243,634. 9.10

Regulariseering in de Begrotingen.

De voorschotten aan de « Commission for Relief in Belgium » zijn tot een bedrag van fr. 142,357,734.53 (tegenwaarde aan 52.50 van £ 2,711,575,17.11) begrepen in het crediet van fr. 625,118,640.93, aangevraagd door het Departement van Nijverheid.

De afstanddoeningen toegestaan aan de Belgische Regeering, worden hoofdzakelijk benuttigd door het Departement van Landsverdediging, dat een crediet heeft aangevraagd tot regulariseering zijner uitgaven. Andere Departementen, zooals de Spoorwegen, de Koloniën, de Openbare Werken, enz., komen in het bedrag van £ 1,387,348.6.7 tusschen.

De uitgaven, wegens instaatstelling der havens van Oostende en Zeebrugge, alsmede der kust, zullen geregulariseerd worden door het Departement van Landbouw en Openbare Werken, dat een crediet van 72,121,300 frank daartoe heeft aangevraagd.

Eindelijk, het bedrag der wegens voorschotten betaalde interesten zal aan de Schatkist terugbetaald worden door de Openbare Schuld. Een crediet van 45,726,345 frank werd aangevraagd om die uitgave op de begrooting aan te rekenen.

Wat betreft de voorschotten in munt, deze werden in 1919 gebruikt voor onze betalingen in het buitenland. Het aanrekenen van de uitgaven op de begrooting werd gedaan door de Departementen, die de deviezen hebben benuttigd.

* * *

Uit de inlichtingen verstrekt door het Departement van Financiën, blijkt dat al de bedoelde verrichtingen reeds vereffend zijn.

In de Memorie van Toelichting wordt echter een woord gerept van oorlogsuitgaven, die nog gedurende eenigen tijd in de Begrootingen zouden voorkomen.

* * *

De credieten aangevraagd voor de dienstjaren 1923 en de vroegere dienstjaren bedragen fr. 258,826,313.39.

Daarvan zijn er fr. 137,791,039.64 ten laste van de Landsverdediging.

Naar het schijnt, zou deze som moeten verhoogd werden met de 47 ¹/₂ miljoen aangevraagd door het Departement van Financiën, interesten verschuldigd aan de Engelsche Regeering, zooals is vermeld in de nota, waarvan u kennis werd gegeven.

Uit dien hoofde zouden de credieten, aangevraagd door de Landsverdediging, fr. 185,307,639.64 bedragen.

Zooals de Memorie van Toelichting het vermeldt, werden anderzijds, in de Begrooting, credieten voor meer dan honderd miljoen nietig verklaard.

* * *

Enkel ter herinnering, wijzen wij op de 30 miljoen voor de Nationale Maatschappij voor Goedkoope Woningen en op de 24 miljoen voor de Staatsbedrijven; de vereischte uitleggingen komen in de Memorie van Toelichting voor.

*
* *

Het bestuur dringt aan op het feit dat het grootste deel dezer sommen reeds opgeteerd is.

Het schijnt in dit feit een soort van verzachtende omstandigheid te vinden: Het zegt nagenoeg het volgende :

De Begrooting had mij gemachtigd X frank te verteren.

Men vindt dat het te weinig is. Ik vraag dus oorlof om meer te verteren.

Doch weest gerust. Ik heb niet op uw toelating gewacht om dit te doen. Ongetwijfeld, in zake Thesaurie, zijn we gerust; wij weten dat de Staat het geld heeft gevonden. Doch inzake van begrooting, is dit wat anders.

Ook denken wij dat het behoort den Eersten Minister te loven om het door hem genomen initiatief, waarbij hij, van nu af aan, aan het Parlement bijcredieten voor 1924 vraagt. Dit is, meenen wij, de eerste maal dat die credieten worden aangevraagd alvorens zij verteerd zijn.

En het komt ons voor, dat men ongelijk zou hebben dezelve af te scheiden, zooals dit Dinsdag was voorgesteld geworden, om de behandeling er van te verdagen.

Men moet, daarentegen, het initiatief van den Eersten Minister beantwoorden met, zoodra mogelijk, daarover te beslissen en de regelmatigheid van de begrotingsverrichtingen te verzekeren.

*
* *

De voor 1924 aangevraagde credieten beloopten 401,916,899 frank.

Van die 400 millioen, zijn er 2,794,125 frank die de gewone uitgaven betreffen en 300,140 frank op de buitengewone uitgaven.

Al het overige, namelijk nagenoeg het totaal der aangevraagde credieten, betreft :

- a) de regies, ten beloope van 337,622,630 frank;
- en b) de leening van de Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars.

*
* *

De Regeering voorziet 61 millioen als last van de leening van 2 milliard der Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars.

Dit vertegenwoordigt den interest dier 2 milliard gedurende zes maanden. Feitelijk is deze veel te aanzienlijk, want de 2 milliard zijn niet uitgegeven en zullen het niet zijn vóór het einde van het jaar.

Volgens de ons verstrekte inlichtingen, rekt men, van nu tot 31 December 1924, slechts 4 tot 500 millioen te kunnen plaatsen.

*
* *

Wat de sommen bij de regies behorende betreft, is het noodig diegene te onderscheiden welke gerangschikt zijn onder de categorie der verhaalbare uitgaven en die de betaling vertegenwoordigen van het in Amerika na den wapenstilstand aangekocht materieel, ter vervanging van dat door de Duitschers medegenomen.

In het contract gesloten in 1919 was gene definitieve regeling voorzien voor 31 December 1924, en die rekening dient aangezuiverd te worden.

Het overige, zijnde 240,622,630 frank, is het bijkomende bedrag van de gewone en buitengewone uitgaven voorzien door het Ministerie van Spoorwegen voor het loopend dienstjaar.

Regie van de Spoorwegen;

Voor het onderhoud, het herstel en de vernieuwing van het vast en het rollend materieel, zal de prijsverhoging eene uitgave vergen van ongeveer 48 miljoen, ongeveer 77 miljoen voor de brandstof, enz., en 3 miljoen voor de exploitatie, hetzij 130 miljoen.

Deze som, gevoegd bij de 1,464 miljoen voorzien in de Begrooting, geeft een totaal van 1,594 miljoen.

Zal men bovendien nieuwe uitgaven moeten voorzien voor duurtetoeslagen en weddeverhogingen?

Het verslag in den Senaat ingediend door den heer Hicguet raamt op 48 miljoen de uitgaven die zullen voortvloeien uit de eerste dezer oorzaken, en kondigt eveneens eene verhoging aan van de loonen en wedden, waarvan hij geene begrooting geeft.

Wat betreft de duurtetoeslagen, dient men op te merken dat eene reeks artikelen van de Begrootingen (zie namelijk de art. 42, 62, 88, 111, 112) onbeperkte credieten, daartoe bestemd, voorzien.

Van het standpunt uit der Begrooting, dient men dus geene nieuwe credieten te voorzien.

Over het geheel, schat het Beheer ongeveer op een vijftig miljoen de vermeerdering van de uitgaven die daaruit zullen voortvloeien voor de Schatkist; het Beheer zal er echter met zijn eigen geldmiddelen kunnen in voorzien.

De ontvangsten van den spoorweg stijgen inderdaad doorlopend.

Het eerste kwartaal van 1924 wijst op een meerdere ontvangst van 63 miljoen vergeleken bij dit van 1923.

Het tweede kwartaal wijst op eene meerdere ontvangst van 156 miljoen vergeleken bij het overeenstemmend kwartaal van 1923.

Er is dus, eind Juni 1924, 219 miljoen ontvangst meer dan op 30 Juni 1923, en het Beheer hoopt dat dezelfde stijging zal voortgaan voor de rest van het jaar.

Wijzen wij daarbij er op dat twee achtereenvolgende prijsverhogingen waren toegepast op het vervoer met den spoorweg, namelijk op 1 Januari en op 1 April 1924.

Reizigers. — 1 Januari 1924 :

1 ^{ste} klas	21 t. h.
2 ^e klas	25 t. h.
3 ^e klas	17 t. h.

Nieuwe verhogingen op 1 April 1924 :

1 ^{ste} klas	25 t. h.
2 ^e klas	25 t. h.
3 ^e klas	25 t. h.

Goederen. — 1 Januari 1924 :

Vermeerdering van 10 t. h. behalve wat de bijzondere in- en uitvoertarieven betreft.

Den 15ⁿ April 1924 is men begonnen met eene reeks verhoogingen van 25 t. h. behalve voor enkele bijzondere tarieven, voor dewelke de vermeerdering slechts 20 t. h. of zelfs 15 t. h. bereikt.

Men kan dus voor 1924 eene ontvangst ramen van 1,600 tot 1,700 millioen, waardoor men de vermeerdering van uitgaven zou kunnen bestrijden welke thans moeten gedekt worden door middel van aanvullende credieten waarover de Kamer moet beslissen.

Voor de buitengewone uitgaven, werden 66 millioen gevraagd, welke grootendeels reeds betaalbaar zijn gesteld, krachtens beslissingen genomen door den Ministerraad. Het gold inderdaad werken welke niet zonder gevaar konden verdaagd worden.

Onder deze werken melden wij de werken aan de statie te Wilmaersdonck en de vergrootingen te Austruweel, de werken aan de statiën te Ronet en te Stockem, alsmede de aanhooging der spoorlijn van Antwerpen tot aan de Hollandsche grens. Dat is de eerste post de Begrooting en daarvoor is 43 millioen voorzien.

Op artikel 6 is eene som van 20,600,000 frank uitgetrokken voor de toerusting van onderscheidene statiën, namelijk die van Schaarbeek waar aanzienlijke werken worden uitgevoerd voor het mengen der steenkolen.

Tijdens hare jongste vergadering, kreeg de Commissie kennis van het overlijden van den heer Françoisse. De Commissie drukt haar rouwbeklag uit over het verdwijnen van dezen verdienstelijken man.

De Verslaggever,
DAVID.

De Voorzitter,
LEMONNIER.
